

Front populaire : les gauches réveillent le mythe de 1936

Les gauches sont en quête d'un nouveau format d'union pour affronter les échéances législatives du 30 juin et du 7 juillet. En dépit de nombreuses différences, l'implication de la société civile sous-tend la référence au Front populaire de 1936, devenue désuète au début du siècle.

[Fabien Escalona](#)

11 juin 2024 à 17h50

Entre deux slogans antifascistes, de bruyants appels au « *front populaire* » émergent de la foule, devant la préfecture de Montpellier. Lundi soir, vingt-quatre heures après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, au moins 1 500 personnes, des jeunes essentiellement, se sont rassemblées pour crier leur opposition au Rassemblement national (RN) et exhorter la gauche à s'unir. « *Ce soir, le front populaire, c'est mon vœu le plus cher* », souffle Paloma, une lycéenne de 18 ans qui vote pour la première fois.

« Front populaire » : l'expression a été lâchée par le député de La France insoumise (LFI) François Ruffin dès dimanche soir, à l'annonce de la dissolution. Elle a été reprise dans [un communiqué](#) de la Confédération générale du travail (CGT), même si cela n'a pas été le cas de [l'intersyndicale réunie lundi soir](#). Sur les réseaux sociaux, des citoyennes et citoyens de gauche ont massivement partagé un visuel avec ces mots sur un fond rouge pastel. Avant que les partis de gauche ne s'y reconnaissent, en souhaitant construire « *un nouveau front populaire* ».



Fabien Roussel, Ali Rabeh, Olivier Faure, Marine Tondelier et Manuel Bompard annoncent la constitution d'un nouveau front populaire le 11 juin 2024, après la victoire du RN aux élections européennes. © Photo Isa Harsin / Sipa

Le vocable fait référence à une dynamique unitaire des gauches autant qu'à un processus de mobilisation sociale entamé en 1934, à la suite de la journée du 6 février, lorsqu'une émeute dominée par des ligues d'extrême droite avait eu raison d'un gouvernement investi par l'Assemblée nationale. L'épisode avait culminé en 1936 avec une victoire électorale et la formation d'un gouvernement par le socialiste Léon Blum – une première en France –, puis l'obtention de nombreuses conquêtes sociales consécutives à des grèves massives.

Le Front populaire s'est clos en 1938, en raison du revirement durable vers la droite des radicaux, composante la plus modérée de la coalition. Politiquement, il s'est agi « *du seul moment d'affrontement bipolaire de la décennie* », [nous expliquait](#) récemment l'historien Renaud Meltz. Les craintes des classes moyennes, exacerbées par la presse bourgeoise de l'époque, ont fini par désarticuler une alliance soutenue à ses débuts par les communistes. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui sont à l'origine de l'expression, avec l'évocation par leur secrétaire général Maurice Thorez, dès octobre 1934, d'un « *large front populaire antifasciste* ».

La réactivation politique d'une référence mémorielle

Il y a quelque chose de fascinant, quatre-vingt-dix ans plus tard, à voir mobilisée cette référence historique appartenant à un monde en large partie révolu. La classe ouvrière organisée et la petite paysannerie étaient alors centrales dans le monde du travail, l'exécutif bien faible vis-à-vis du Parlement de la III^e République, tandis que les structures européennes et euro-atlantiques n'existaient pas, et que Staline consolidait sa férule sur l'Union soviétique.

À lire aussi

[Redécouvrir Blum, « l'homme des "heures chaudes" de l'Histoire »](#)

18 février 2023

Au tournant des années 2000, l'historien Frédéric Monier [estimait d'ailleurs](#) qu'« *il n'y [avait] plus aucun acteur institutionnel de la vie politique française à pouvoir faire fonds de la notion* ». Entre-temps, le contexte politique a favorisé le retour en force de ce mythe durable à gauche. « *Après le 21 avril 2002 et dans les années suivantes, la menace d'un retour de l'extrême droite au pouvoir a réactivé les réflexes et les espoirs dans une alliance antifasciste* », estime Jean Vigreux, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne.

« *Les anniversaires des 70 ans puis des 80 ans de l'événement*, raconte cet auteur d'une *Histoire du Front populaire* (Tallandier, 2016), *ont donné lieu à de nombreuses expositions, débats et publications, qui ont rencontré un véritable intérêt dans la société.* » Feu le Front de gauche, alliance nouée entre 2009 et 2016 autour de Jean-Luc Mélenchon et du PCF, renvoyait implicitement à cette mémoire.

Là où l'on pourrait y voir une nostalgie indépassable des gauches pour ses grandes heures passées, Jean Vigreux préfère y voir l'espoir envers un « *élan de mobilisation* ». « *En 1933-34, rappelle-t-il, les gauches françaises étaient ultradivisées et se jetaient des anathèmes permanents. Et pourtant, elles sont parvenues à construire l'unité face au danger.* » De fait, il n'y avait rien d'évident à ce que les notables radicaux d'Édouard Daladier pactisent avec un

PCF encore largement inféodé à Moscou, et visant à long terme une « République des soviets ».

Des acteurs devenus marginaux au Parti socialiste (PS) cherchent d'ailleurs à dissuader ce dernier de pactiser avec La France insoumise (LFI), précisément en invoquant la mémoire du Front populaire. « *Le rassemblement de la gauche de gouvernement ne peut pas se faire avec LFI. Sauf à tout trahir de l'héritage de Blum* », a déclaré l'ancien premier ministre de François Hollande, Bernard Cazeneuve. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a quitté le terrain de l'allusion pour se faire plus directe : « *Front populaire, 1936 : alliance républicaine contre l'antisémitisme. Front populaire, 2024 : alliance honteuse avec l'antisémitisme.* »

À lire aussi

[« Front populaire » aux législatives : les gauches franchissent un « pas décisif »](#)

11 juin 2024

L'attaque, qui s'adosse aux ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon en la matière, les généralise à tout un mouvement dont les député·es ont pourtant largement travaillé et convergé avec les autres élu·es de gauche pendant deux ans. Et dont les responsables privilégient justement l'union pour résister à une extrême droite dont l'agenda identitariste et autoritaire est explicite.

L'arrière-petit-fils de Léon Blum, Antoine Malamoud, a d'ailleurs [réagi](#) en ce sens sur le Club de Mediapart : « *La persistance de l'antisémitisme est, depuis de nombreuses années, minimisée au sein de la plupart des forces de gauche. [Mais] c'est au cœur de la pensée de l'extrême droite que l'antisémitisme est structurellement présent, quel qu'en soit son camouflage, il est le support de toute l'orientation de la préférence nationale, il est au cœur de l'idéologie identitaire.* »

L'implication de la société civile

Les différences abondent entre le Front populaire de 1936 et la nouvelle forme que les gauches contemporaines tentent d'édifier. Les acteurs ont bien sûr changé, avec l'effacement des radicaux, la marginalisation du poids des communistes et l'irruption des écologistes et des Insoumis dans l'équation. Et l'implantation de la gauche est bien plus faible dans les milieux... populaires.

La temporalité, ensuite, n'est pas la même. Le Front populaire originel s'est organisé pendant deux années avant la victoire électorale. Ce qui n'a rien à voir avec l'union précipitée que tentent les gauches de 2024, mises au pied du mur par la dissolution d'Emmanuel Macron. « *Le lancement du Front populaire, nuance Jean Vigreux, doit cependant à une accélération des initiatives de la société civile, avec ce que l'on a appelé "le printemps des comités", entre février et juin 1934.* »



Maurice Thorez, Léon Blum et Marcel Cachin rassemblés devant le Mur des communards à Paris, le 27 mai 1936. © Photo Archives Snark / Photo12 via AFP

Électoralement, enfin, les différentes composantes du Front populaire avaient pu présenter des candidatures propres au premier tour des législatives de 1936. Leur accord ne portait que sur des désistements mutuels. Au demeurant, tous les précédents épisodes d'union des gauches [ont suivi ce modèle](#), sauf il y a deux ans avec l'édification de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), là encore réalisée dans l'urgence.

Cette fois, au regard du poids de l'extrême droite et du niveau de la gauche, seules des candidatures unitaires, comme il y a deux ans, sont susceptibles de sauver une existence significative des gauches à l'Assemblée nationale. C'est d'ailleurs ce qui rend coûteux, sur le plan identitaire, la constitution d'un accord. Celui-ci limite la possibilité, pour les forces concernées, de faire valoir leurs spécificités sur le terrain et de régler la question des rapports de force à l'aide des urnes.

[En 1936], la réplique antifasciste s'organise aussi à côté des partis politiques.

Frédéric Monier, historien

Une dimension importante du Front populaire, absente de la Nupes en 2022 mais qui resurgit en cette folle semaine, concerne l'élargissement de la dynamique unitaire au-delà des partis. C'est la grande originalité de la mobilisation tous azimuts qui se produit entre 1934 et 1936, au regard d'expériences gouvernementales antérieures comme le Cartel des gauches en 1924 ou le gouvernement de [Défense républicaine](#) en 1899, à la suite de l'affaire Dreyfus.

Évoquant les hésitations partisans de l'époque, Frédéric Monier [écrit que](#) « la réplique antifasciste s'organise [alors] aussi à côté des partis politiques, dans les syndicats – la CGT pour l'essentiel – mais aussi dans ces associations qui servent [...] de laboratoire d'idées à la gauche, soit la franc-maçonnerie et la Ligue des droits de l'homme. Ce sont également les intellectuels qui réagissent, avec la publication [...] d'un appel aux travailleurs, prélude à la création d'un Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ». Même si le rythme

électoral empêche cette dimension de se développer de manière comparable, elle est bien présente ces jours-ci.

On la repère à travers [la tribune](#) de 350 personnalités (dont Edwy Plenel, fondateur de Mediapart) appelant au rassemblement de la gauche et des écologistes face au péril de l'extrême droite, dans le journal *Le Monde*. On la perçoit aussi dans les actions de terrain et manifestations annoncées par les syndicats ; ou encore dans les [rassemblements spontanés](#) de milliers de personnes, à Paris et en province. « *Ce qui s'exprime sur les réseaux sociaux compte aussi* », remarque Jean Vigreux en pointant de « *nouvelles manières de faire* » propres à notre société numérisée.

Dépasser les lacunes de la Nupes

Cet engagement de la société organisée, en plus des appareils partisans, est voulu par ces derniers eux-mêmes, conscients des limites de l'union des gauches version 2022. Leur communiqué du lundi 10 juin évoque ainsi une « *forme inédite* » pour rassembler « *les forces de gauche humanistes, syndicales, associatives et citoyennes* ». Il reste cependant à voir comment cet appel se traduira concrètement.

« *Il faut en tout cas se poser la question des raisons pour lesquelles ni le Front de gauche ni la Nupes n'ont fonctionné* », insiste Roger Martelli, historien et codirecteur du magazine *Regards*, qui regrette que les partis aient « *cultivé leurs désaccords jusqu'au clivage* », au point de rendre leur tâche d'union plus difficile, ou en tout cas moins crédible aujourd'hui. L'implication d'organisations non partisans, à condition qu'elle soit institutionnalisée, pourrait les aider à ne pas s'enfermer dans des rivalités mortifères.

À lire aussi

[Face à l'extrême droite, le combat ou l'abîme](#)

11 juin 2024

Les choses sont déjà en train de bouger, si l'on en croit le communiqué évoquant une liste de mesures sur les « *100 premiers jours* » d'un gouvernement éventuel. Jusqu'à présent, LFI brandissait le programme complet de la Nupes comme le contenu évident d'un accord d'union. Un tel document ressemblerait pour le coup aux mots d'ordre simples et limités de 1936. « *Le programme du Front populaire, c'est trois fois rien, ça tient sur deux feuillets* », rappelle Roger Martelli.

L'esprit du Front populaire ne suggère pas, de fait, une refonte globale de l'ordre social, mais plutôt une série de réformes progressistes pour faire respirer la majorité de la population et tenir à distance le péril d'extrême droite. Il est vrai qu'en 1936, les mobilisations sociales non prévues par le personnel politique l'ont entraîné sur un chemin plus ambitieux – à savoir la modification, selon les mots de Frédéric Monnier, « *du contrat social qui régissait, jusqu'alors, le marché du travail salarié* ».

Dans l'état de la société française et du rapport des forces idéologique et politique, il y a certainement un espace pour un programme qui, loin des grandes envolées rhétoriques, promette de traiter concrètement les vulnérabilités individuelles et collectives qui génèrent ressentiment et défiance dans la population, ceci afin de prévenir une bascule autoritaire du régime.

[Fabien Escalona](#)